

Le CHD Zou – Collines recrute 55 agents

*Recrutement de 55 agents au profit du Centre Hospitalier
Départemental du Zou et Collines*



REPUBLIQUE DU BENIN
MINISTRE DE LA SANTE



BP: 48 Abomey/ BENIN
Tél: +229-22-50-00-61/62

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
SANTE DU ZOU

**CENTRE HOSPITALIER
DEPARTEMENTAL**

N° DP43 /2022/CHD-ZOU/COLL/DIR/SAAE/DGAP

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Directeur du Centre Hospitalier Départemental du Zou et des Collines communique :

Dans le cadre du renforcement des capacités dudit centre en ressources humaines de qualité, il sera organisé **Le Samedi 12 février 2022**, un recrutement de cinquante-cinq (55) agents sur fonds propres au profit du CHD-Zou/Collines.

1° Conditions d'accès

Les personnes intéressées par ce concours doivent remplir les conditions ci-après :

- Etre de nationalité béninoise ;
- Jouir de ses droits civiques ;
- Etre de bonne moralité ;
- Etre âgé de 18 ans au moins à la date de composition
 - de trente-neuf (39) ans au plus au 31 décembre 2022 pour les candidats des catégories A et B ;
 - de trente-quatre (34) ans au plus au 31 décembre 2022 pour les agents des catégories C et D ;

- Etre indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse, nerveuse, poliomyélitique ou lépreuse, ou en être définitivement guéri.

Les fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires ou paramilitaires, partis volontaires de la fonction publique, ne sont pas concernés par le présent avis de recrutement.

2° Liste des pièces à fournir

Le dépôt des dossiers de candidature se fera du **Mercredi 19 janvier au Lundi 31 janvier 2022 à minuit** sur la plateforme **emploisante.gouv.bj** ou à la **Division Gestion Administrative et du Personnel du CHD-Zou/Collines.**

Lesdits dossiers doivent comporter les pièces suivantes :

- a) Une demande manuscrite adressée au Directeur du CHD-Zou/Collines ;
- b) une copie légalisée de l'extrait d'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu ;
- c) une copie légalisée du certificat de nationalité ;
- d) une copie du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois à la date du lancement du recrutement ;
- e) une copie légalisée certifiée conforme du diplôme exigé pour l'emploi choisi ;
- f) une enveloppe timbrée format moyen portant l'adresse du candidat et son contact téléphonique.

Par ailleurs, il est rappelé que seuls les candidats présélectionnés et détenteurs d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité, du certificat d'identification personnelle



ou de la carte d'identité biométrique et d'un pass vaccinal seront autorisés à composer. Aucune autre pièce ne sera admise.

Les candidats admissibles après la phase écrite seront soumis à un entretien et ou une pratique.

3° Centre de composition

Le test se déroulera le Samedi 12 février 2022 au Lycée Houffon d'Abomey à partir de 8 heures très précises.

Pour tous renseignements complémentaires (détail des emplois, épreuves et diplômes requis), les candidats sont invités à consulter le tableau docimologique ou se rapprocher de la Division Gestion Administrative et du Personnel.



NB : Les diplômes de tous les candidats déclarés admis seront soumis à une vérification d'authenticité.



TABLEAU DOCIMOLOGIQUE

RECRUTEMENT DE CINQUANTE CINQ AGENTS SUR FOND PROPRES AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER DÉPARTEMENTAL DU ZOU ET DES COLLINES

Session du 12 février 2022

N° d'ordre	Emplois	Nombre de Places	Epreuves-Durée	Diplômes Requis
01	Docteurs en Médecine (Généralistes)	02	Pathologies générales Durée : 2 heures	Doctorat d'Etat en Médecine
02	Praticiens Spécialistes, option : Gynécologie Obstétrique	01	Gynécologie ou Obstétrique Durée 2 heures	Doctorat d'Etat en Médecine + quatre (04) ans au moins d'études spéciales en Gynécologie Obstétrique
03	Inspecteur d'Action Sanitaire (Anesthésiste-réanimateur)	02	Techniques d'anesthésie et de réanimation Durée : 2 heures	Diplôme d'Etat d'Anesthésie-Réanimation (BAC+5)

04	Techniciens Supérieurs d'Action Sociale niveau "A"	01	Pratique d'intervention d'aide à la personne Durée : 2 heures	Diplôme d'Etat de Technicien Supérieur d'Action Sociale
05	Techniciens Supérieurs de Laboratoire	03	Biochimie clinique Durée : 2 heures	BAC + trois (03) ans d'études, option : Analyses Biomédicales
06	Secrétaires des Services Administratifs	01	Rédaction administrative Durée : 2 heures	BAC GI
07	Contrôleurs d'Action Sanitaire (Infirmier Diplômé d'Etat)	13	Soins infirmiers Durée : 2 heures	Diplôme d'Infirmier Diplômé d'Etat BEPC + 3 ans
08	Assistants des Services Financiers	09	Comptabilité générale et gestion des stocks Durée : 2 heures	Diplôme de CAP/AC + attestation de fin de formation en informatique
09	Secrétaires Adjointes des Services Administratifs	02	Informatique : saisie en Word et Excel et gestion administrative Durée : 2 heures	CAP Employé de Bureau
10	Technicien d'Hygiène et d'Assainissement	01	Hygiène Hospitalière Durée : 2 heures	Diplôme de Technicien d'Hygiène
11	Auxiliaires de Pharmacie	04	Pharmacologie et initiation à la connaissance des médicaments et du stock Durée : 2 heures	CEP ou équivalent plus Diplôme d'Auxiliaire de pharmacie

12	Aide-soignant (e) (CEPE + Attestation de formation)	12	<ul style="list-style-type: none"> o Le nursing (toilette des patients, réfection des lits des patients, soins de bouche, prévention des infections des escarres). o L'hygiène hospitalière (Hygiène des locaux, o entretien du matériel de soins) Durée : 2 heures	CEP ou équivalent + Diplôme légalisé de fin de formation en métier d'Aide-soignant
13	Préposé des Services Administratifs	04	Dietée lacunaire Durée : 2 heures	CEP, classe de troisième plus attestation de fin de formation en informatique

NB : Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être appuyés d'une équivalence dûment établie par la Commission Nationale d'Etude des Equivalences de Diplômes (CNEEI)

Couverture Santé Universelle : la PSSP-Bénin et l'association Bénin Santé+ s'activent

La Plateforme du Secteur Sanitaire Privé (PSSP) du Bénin et l'association BÉNIN SANTÉ+ organisent du 8 au 13 Novembre 2021 au palais des congrès de Cotonou la deuxième édition du salon Bénin Santé 2021. A travers cette grande rencontre des acteurs du secteur sanitaire privé et public du Bénin, la PSSP Bénin et l'association Bénin Santé + vous invitent à explorer la voie du dialogue public-privé pour mieux construire la Couverture Santé Universelle et le développement du Bénin.



08-12
Novembre

Rejoignez nous à

BÉNIN SANTÉ 2021

 Palais des Congrès Cotonou



Après le succès de la première édition, la Plateforme du secteur sanitaire privé (PSSP) et BENIN SANTE +, organisent le salon « BÉNIN SANTÉ 2021 », sous le coparrainage des Ministres de la santé et des Affaires sociales. Cet événement qui est à sa deuxième édition, vise particulièrement à donner aux acteurs du secteur sanitaire privé et public l'opportunité : d'identifier les défis de la participation du secteur privé à la Couverture Santé Universelle et de proposer des solutions formulées en recommandations ; d'identifier et de valoriser les interventions du secteur privé non sanitaire pour la santé de leur personnel, de leurs familles et des populations environnantes ; de répertorier les stratégies contribuant à un impact fort sur les performances du système sanitaire et d'organiser des partenariats avec la diaspora béninoise, pour la mise en place du « Hub diagnostic Bénin Santé ».

A cet effet, la PSSP-Bénin et l'association Bénin Santé+ déroulent lors des journées Bénin Santé 2021, autour du thème « Contribution du secteur privé à la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle au Bénin », des ateliers de formation destinés aux médecins, étudiants et aux intervenants paramédicaux qui répondent aux enjeux de la santé publique.



BÉNIN SANTÉ 2021

UNE INITIATIVE DE :



08-12 Novembre
Palais des Congrès
Cotonou

INSCRIPTION SUR www.benin-sante.org

Une diversité de formations à découvrir

Le premier module de formation portera sur le « Syndrome d'Apnée du Sommeil ». Une formation à l'issue de laquelle, les participants obtiendront les connaissances pratiques sur le syndrome d'apnée du sommeil et des techniques de réalisation et d'interprétation des enregistrements de sommeil pour finir par les cas particuliers des enfants. Au nombre des formateurs se trouvent:

Dr MONTEYROL Pierre-Jean – Chirurgien ORL et Cervico-Facial (France)

Pr Wassi ADJIBADI – Titulaire ORL/CCF FSS/UAC (Bénin)

Pr Gildas AGODOKPOSSI – Titulaire Pneumo-Phtisiologie FSS/UAC (Bénin)

Le second module de formation portera sur les «vertiges ». Les participants à cette formation obtiendront les connaissances pratiques sur la pathologie vertigineuse et ses méthodes d'exploration. Les formateurs à ce niveau sont le Dr Catherine VIDAL – ORL & Directrice de Recherche CNRS – Paris (France), Dr Josias SOHINTO – ORL & Chirurgien Cervico-facial Clinique les Mélodies (Bénin) et Pr François AVAKOUDJO – ORL (Bénin)

Quant au troisième module de formation, il portera sur la « Qualité et Sécurité des soins en Gastro-entérologie ». Il permettra aux participants d'obtenir des connaissances sur les méthodes de prévention du cancer du côlon et sur l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients. Cette formation sera assurée par Dr Olivier SPATZIERER – Hépatogastro-entérologue Ancien interne des Hôpitaux de Paris (France) et le Pr Jean SEHONOU – (Bénin)

Le quatrième module de formation portera sur « L'hémogramme : Tout ce que vous devez savoir ? ». Une Master Class qui permettra de travailler sur des cas cliniques. Le Pr Akoko KINDÉ GAZARD – Ancienne ministre de la santé, médecin spécialiste en parasitologie-mycologie et Professeur titulaire à la Faculté des Sciences et Santé de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) et le Dr Romaric MASSI – Médecin spécialisée en hématologie (Bénin) vont l'assurer.

Le cinquième module de formation portera quant à lui sur «Principes de la juste antibiothérapie empirique ». À cette occasion, les participants obtiendront des connaissances pratiques sur l'antibiothérapie et sur les méthodes de prévention de la résistance aux antibiotiques.

Pour cette énième formation, le Pr ATTINSOUNON Cossi Angelo, Infectiologue, PHU, CHUD BA (Bénin) et le Dr Lucien DOSSOU-GÉTÉ – Infectiologue à la Clinique Louis Pasteur à Porto-Novo (Bénin) seront aux commandes.

Le sixième module de formation portera sur La pose d'un KT périphérique en toute sécurité. En effet cet acte est réalisé plusieurs milliers de fois par jour dans notre pays à plusieurs patients. La 2e thématique abordée est la sécurité du soignant et des autres malades lors des soins aux patients ayant la covid-19".

À l'issue de celle-ci, les participants obtiendront des connaissances pratiques sur les méthodes d'amélioration de la qualité et la sécurité dans la pose des KT périphériques pour limiter les infections liés aux soins. Les compétences seront aussi renforcées pour améliorer le sécurité du soignant et des autres patients à l'occasion des soins au malade de COVID-19.

Et ce serait sous la supervision de M. Benjamin MIDOMIDE, infirmier diplômé d'Etat clinique Louis Pasteur(Bénin) ; du Dr Mariano FANDE, Médecin praticien à la clinique Louis Pasteur et au Programme Santé de Lutte contre le Sida (Bénin); et du Dr Abibata TABE, DNMH au ministère de la Santé (Bénin).

A noter que la vision de cette activité converge avec la volonté du gouvernement du Bénin de garantir une Couverture Sanitaire Universelle (CSU) à tous les béninois.

Si vous souhaitez participer à ce grand événement, bien vouloir vous inscrire à travers ce lien www.benin-sante.org/inscription/

Megan Valère SOSSOU

Crise sanitaire : voici comment les vaccins fonctionnent selon l'OMS

L'Organisation mondiale de la Santé dispose d'une série de ressources en langage simple qui expliquent le quoi, le comment et le pourquoi des vaccins. Cette ressource, « Comment les vaccins fonctionnent-ils? », répond aux questions suivantes :

Quelle est la réponse naturelle de l'organisme aux bactéries, virus et autres agents pathogènes?

Comment les vaccins aident-ils la réponse naturelle de notre corps?

Qu'est-ce que l'immunité collective?

Cette ressource est disponible en arabe, cantonais, anglais, français, russe, espagnol et portugais.

Pour accéder au contenu, cliquez sur :
https://www.who.int/fr/news-room/feature-stories/detail/how-do-vaccines-work?gclid=EAIaIQobChMIgcj-gcHY8gIVy8CWCh1kmAVQEAAYAiAAEgIrQ_D_BwE

Santé publique au Bénin : corruption pour accéder aux

soins à la maternité du Centre Hospitalier Départemental Zou-Collines

Pour accéder aux soins à la maternité du centre hospitalier départemental du Zou et des Collines, usagers et soignantes rançonnent. Cette pratique corrompue est entretenue par certains usagers en quête d'accès rapide aux soins et par une frange des soignantes à la recherche de gains faciles pour arrondir les fins de mois.



Maternité du centre hospitalier départemental du Zou et des Collines. Mercredi 03 Février 2021. Il sonne 12 heures 40 minutes. Soignantes, accompagnants et quelques fois des parturientes font leurs habituelles navettes. Dans les couloirs, quelques accompagnants visiblement stressés espèrent

impatiemment la délivrance des leurs. Quoiqu'ils sont pour la plupart prêts à corrompre les soignantes selon que celles-ci s'accordent ou non.

Ils sont nombreux, ces usagers du Centre Hospitalier Départemental Zou-Collines à croire, à tort, qu'il est normal de corrompre le personnel soignant pour accéder aisément aux soins de santé à la maternité. Une fausse perception alimentés par certains actes indéliçats d'une frange des soignantes à cette maternité.

Marianna, jeune dame, la vingtaine vient d'accoucher des jumeaux. Tellement contente, elle ne compte pas quitter la maternité sans faire un geste à la sage-femme qui l'a assistée, elle déclare, « C'est ingrat de ne pouvoir pas remercier la soignante qui vous a assisté pendant l'accouchement».

Dans le même temps, le sieur Arnaud S. qui accompagnait sa seconde épouse, à l'accouchement, affirme « Moi, je ne manque pas de donner un cadeau en signe de reconnaissance aux soignantes qui s'occupent de mes femmes car elles font un travail extraordinaire ». Ce n'est pas de la corruption soutient-il.

Usagers et soignantes à la barre

En effet, cette pratique corruptive mal perçue par les usagers est renforcée par l'attitude peu orthodoxe de certaines soignantes. Une situation qui amplifie la vulnérabilité des usagers en provenance des milieux ruraux

Bernardin H. est un agriculteur dans la commune de Agbangnizoun. En tant que ancien accompagnant à la maternité du centre hospitalier départemental du Zou et des Collines, il raconte sa mésaventure. « ...il y a quelques mois, ayant appris que ma femme avait à peine accouché, une sage-femme se précipitait vers moi dans le couloir avec le nouveau-né. Elle me félicita joyeusement tout en me demandant de l'argent pour se rafraichir en guise de célébration du nouveau né ». Pour Bernardin, ce n'était pas sur un ton sérieux. Donc il n'y

tallait pas d'importance. Malheureusement, il a finit par remettre difficilement 1000 F CFA.

Un autre son de cloche vient de Yêdji O., instituteur et ancien accompagnant à la maternité du CHD Zou-Collines. « *En Juin 2020, j'ai été obligé de remettre 2000 F CFA sur demande d'une soignante aux fins de faciliter l'achat expresse de quatre poches de sang à injecter à mon épouse qui faisait un saignement après accouchement* ». Un fait que regrette Yêdji avant de se convaincre qu'il n'avait pas le choix devant la santé agonisante de son épouse et payer la rançon.

Pour ces usagers rencontrés, ces pratiques corruptives se passent avec la complicité de plusieurs autres agents des services plus ou moins rattachés à la maternité du centre hospitalier départemental du Zou et des Collines.

Pourtant, nous renseigne une soignante sous couvert de l'anonymat, des mesures ont été mise en place par les autorités dont des contrôles inopinés, des fouilles spontanées et des sondages auprès des usagers, le mal persiste. Le service des plaintes, par ignorance est moins connu des victimes.

Une raison qui justifie, selon Robbin Accrombessi, Président de l'Association des Consommateurs du Bénin le fait que son creuset n'ait pas reçue malheureusement des dénonciations de ces pratiques, jusque là.

Toutefois, notons que nos multiples tentatives par des procédures administratives pour interviewer les autorités compétentes à divers niveaux du centre hospitalier départemental du Zou et des Collines sont restées vaines.

Des dispositions légales pour lutter contre la corruption

Le juriste Joël Christian SEDOGB0 déplore la situation précisant qu'il s'agit bien des pots-de-vin et du rançonnement. Il explique qu'au regard de la loi No 2011-20 du 12 octobre 2011 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes, la peine est la même pour le corrupteur et le corrompu. Cette loi, rappelle-il, dispose en son article

40, une peine d'emprisonnement de cinq (05) ans à dix (10) ans et d'une amende égale au triple de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues ou demandées à l'encontre de tout agent public qui aura directement ou indirectement sollicité ou agréé des offres ou promesses.

Mieux poursuit-t-il, concernant les cadeaux ou gestes, le décret No2008-813 du 31 décembre 2008 portant code des valeurs et d'éthique de la fonction publique interdit la corruption et l'acceptation de cadeaux par les agents publics. Le juriste prévient tout de même que l'article 15 du même texte recommande que s'il n'a été possible pour un agent public de résister à un cadeau, de se confier au secrétaire général de son administration qui lui dictera la conduite à tenir.

Ainsi, bien que le gouvernement continue de multiplier des efforts pour lutter contre la corruption, toute la société béninoise, en particulier les acteurs de la santé (soignantes, usagers) sont également appelés à faire autant d'efforts pour éradiquer le mal du secteur très sensible qu'est la santé a-t-il conclut.

Megan Valère SOSSOU

**SANTÉ REPRODUCTIVE AU BENIN :
IPAS en collaboration avec le
ministère de la santé,
sensibilise les leaders**

communautaires du Zou

La salle de réunion de la mairie de Zakpota a servi de cadre, ce vendredi 14 Mai 2021, à un atelier de dissémination des résultats de l'évaluation stratégique sur les grossesses non désirées, les avortements et la contraception au Bénin.



Megan Valère SOSSOU

Afin de mieux communiquer sur les problèmes qui entravent une bonne qualité de soins aux femmes et aux filles au Bénin, IPAS Francophone Afrique et son partenaire Rutgers à travers son projet « Sa santé, ses choix » en collaboration avec la Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME) et de la Direction de la Recherche, de la Formation et de la Médecine Traditionnelle (DRFMT) du ministère de la santé a organisé un atelier à la salle de réunion de la mairie de Zakpota.

Objectif, diffuser les résultats de l'évaluation stratégique sur les grossesses non désirées, les avortements et la contraception au Bénin dans les communautés ciblées avec les jeunes, les chefs religieux et les dirigeants.

Dans son message de bienvenue aux participants, Merveille AYIHONTON, Assistante de Programme pour IPAS Francophone

Afrique, a rappelé le contexte qui soutient l'organisation de l'atelier soulignant qu'en vertu de leur rôle de garant dans la communauté, ils sont appelés à accentuer la sensibilisation.

Au nombre d'une trentaine, les participants à cet atelier composé des leaders des religions endogènes et exogènes (prêtres de couvents, les pasteurs évangélistes, maître catéchiste) ont suivi avec attention la présentation faite à cet effet.

L'éducation sexuelle, une solution aux grossesses non désirés et avortements non sécurisés.



Tout en se basant sur les résultats de l'évaluation stratégique sur les grossesses non désirées, les avortements et la contraception au Bénin, Diane LANCHOESSI, épidémiologiste à l'Agence Nationale des Soins et Santé Primaires, après avoir déroulé les problèmes qui continuent d'entraver la prise de conscience sur les grossesses non désirées, les avortements et la contraception au Bénin, a invité ses hôtes à partager les informations avérées et apprises à cet atelier avec leurs communautés respectives. Tout en les recommandant de planifier leur vie sexuelle en fonction de leurs moyens de subsistance.

Elle a pour finir exhorté les participants à partager la bonne information sur les grossesses non désirées, les avortements

non sécurisés et les contraceptions, faisant savoir que l'éducation à la santé sexuelle ne saurait être uniquement l'affaire des femmes.

Des participants prêts à partager l'information avec leurs communautés

Selon Grégoire AKOHOU, Pasteur d'une congrégation chrétienne à Za-Tanta, un village de la commune de Zakpota, cet atelier vient à point nommé dans un contexte où les grossesses non désirées et les avortements sont récurrents. Il affirme être mieux aguerrri pour partager la bonne information au grand bonheur de l'avenir des femmes et des jeunes filles.

Comme le Pasteur AKOHOU, le Chef coutumier et Tradi praticien, Azizanon AKPALI venu du village de Tindji-Kpozoun est convaincu que cette stratégie utilisée par l'IPAS en associant les leaders religieux portera ses fruits. Car, promet-il des séances de restitution seront mises en place pour élargir les savoirs acquis au cours de l'atelier à toute la communauté.

Pour l'Assistante du programme IPAS, Merveille AYIHOUNTON, l'objectif de l'atelier a été à priori atteint en raison de la participation active des leaders communautaires et des cas de témoignages évoqués par les participants. Des preuves qui à en croire l'Assistante du Programme IPAS, renforcent la nécessité de passer à l'éducation à une bonne santé sexuelle des femmes et des jeunes filles.

Etant donné que les femmes constituent 52 pour cent de la population, il y a tout l'intérêt à garantir à cette partie de la population la meilleure santé. Car, fait elle remarquer, la santé de reproduction est une question cruciale qui devrait figurer dans toutes les actions qui se mènent de part et d'autre dans la société.

Dans son cri de cœur, Merveille AYIHOUNTON, souhaite que les maris aussi puissent coopérer avec leurs femmes pour l'éducation sexuelle des filles et que l'éducation des filles ne soit pas seulement l'apanage des femmes. Il y va de l'épanouissement des jeunes filles mais aussi de

l'émancipation de la femme dans la société a-t-elle ajouté.
Rappelons que l'IPAS est une organisation à but non lucratif internationale qui vise à mettre un terme aux décès et handicaps évitables découlant des grossesses non désirées et d'avortements non sécurisés.